

Projet français d'intervention au Rwanda Un Zaïre providentiel et inquiet.

Jean Hélène

Le Monde, 23 juin 1994, page 3

Les forces gouvernementales rwandaises s'approvisionnent à la frontière du grand pays voisin où l'on redoute les risques de contagion et l'intervention française...

« *Le Kivu est aujourd'hui un baril de poudre* ». A entendre les conversations dans les rues ou les salons de Goma, cette formule choc lancée par un homme d'affaires de la ville, n'a rien d'une boutade. Partout, on explique, l'air soucieux, que tous les éléments sont désormais réunis pour que plonge dans le chaos l'est du Zaïre, une région agricole prospère malgré son éloignement de la capitale, dont l'économie s'est tournée vers l'Afrique orientale.

« *Que cherche la France ?* » Personne ne croit à une opération humanitaire, et l'intervention (avec usage de la force) que Paris tente de faire avaliser par les Nations unies laisse perplexe. L'opposition zaïroise a déjà fait connaître son hostilité à cette initiative, qui permettrait selon elle à M. Mobutu de se remettre en selle. Il est vrai que le maréchal-président pourrait en profiter pour apparaître comme le « *grand stabilisateur* » de la région face à la sanglante destruction du Rwanda qui menace de se répercuter au Burundi.

Si le Kivu n'est pas un fief du

principal parti d'opposition zaïroise, l'Union pour le développement et le progrès social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi, les adversaires du régime n'en savent pas moins se faire entendre. A titre d'avertissement, ils ont déjà lancé un mot d'ordre de boycottage des produits français, comme la farine importée par un commerçant expatrié de Goma, ou la bière fabriquée à Kinshasa par les brasseries Castel. « *On peut aussi craindre des manifestations d'hostilité envers les Français et les Bazungus [les Blancs] en général* », dit un observateur. Sans compter la présence d'une communauté tutsie composée de nationaux zaïrois ou immigrants rwandais, tous fervents partisans du Front patriotique rwandais (FPR) et qui voient d'un mauvais œil les Français « *brandir un prétexte humanitaire pour voler au secours du gouvernement intérimaire rwandais* », acculé à la frontière zaïroise.

Il y a enfin et surtout les tensions ethniques de la région qui ont déjà fait entre 1 000... et 20 000 morts, selon les estimations, en mars et avril 1993. Les tribus locales essentiellement les Hundés se sont affrontées aux « *étrangers* », des immigrants hutus et tutsis venus du Rwanda à l'époque coloniale. Les 300 000 personnes déplacées ont

aujourd'hui réintégré le Masisi, la région troublée, mais ils se sont regroupés en villages homogènes, les Hundés d'un côté et les Rwandais (hutus et tutsis) de l'autre, preuve que les tensions ne se sont pas vraiment apaisées.

Les observateurs s'interrogent encore sur la stratégie du FPR, et notamment sur l'intention des rebelles de s'emparer des villes de Ruhengeri et Gisenyi, dans la région natale de l'ancien président Habyarimana et siège du pouvoir qui lui a succédé. Ils se heurteront à une forte résistance et provoqueront, comme dans toutes les régions conquises, un vaste déplacement de population.

Une nouvelle vague de réfugiés ?

Aussi les organisations humanitaires basées au Kivu se préparent-elles à l'éventualité d'une irruption de 500 000 voire 1 000 000 de Rwandais d'origine hutue fuyant les troupes du FPR. Un afflux de réfugiés qui déclencherait un « *ras-le-bol* » dévastateur chez les Zaïrois, déjà irrités par l'arrivée de quelque 6 000 Rwandais qui ont échappé aux machettes des miliciens hutus. L'installation de ces nouveaux venus sera un casse-tête pour le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). Dans cette région volcanique, striée de coulées de lave, l'espace utile est rare, et le HCR a eu du mal à trouver un site à l'extérieur de la ville de Goma pour réinstaller les réfugiés d'avril, entassés jusque-là dans trois petits camps.

Les responsables de l'agence de l'ONU s'en inquiètent et accueillent avec un visible soulagement la décision du Comité international de la Croix-rouge (CICR) d'apporter des vivres, de

l'autre côté de la frontière, aux déplacés de l'ouest du Rwanda. Une première distribution devrait commencer à la fin de cette semaine et toucher environ 500 000 personnes dans les provinces de Ruhengeri et Gisenyi, où des milliers de personnes se réfugient tous les jours.

Cela permettra peut-être d'éviter un transfert massif de population au Zaïre, à condition que les hommes de Paul Kagamé, commandant en chef des forces du FPR (et véritable patron du mouvement), ne s'obstinent pas à investir le dernier refuge du gouvernement intérimaire, qui a dû fuir la ville de Gitarama, enlevée la semaine dernière par le FPR.

Compte tenu de l'ampleur de l'opération que la France met sur pied (près de 2 000 hommes), les Français ne pourront acheminer troupes et matériel que par avions gros porteurs et dans la région, seule la piste « *internationale* » de Goma, longue de 2 200 mètres, leur est accessible. L'aéroport de Bukavu (200 kilomètres plus au sud) ne peut accueillir que les Transall qui ne chargent pas plus de 11 tonnes.

Des armes au marché parallèle

Mais atterrir à Goma sera compris par l'opposition et les rebelles rwandais, comme un soutien au gouvernement intérimaire basé juste de l'autre côté de la frontière. Une vingtaine d'officiers français sont arrivés à Goma, lundi 20 juin, dans la soirée, à bord d'un Transall qui est reparti aussitôt. Et le fait que des militaires zaïrois effectuent des rondes autour de l'hôtel où ils sont descendus montre bien que la présence française à Goma n'est pas appréciée de tous.

Bien que, jusqu'à présent, il n'ait guère montré d'enthousiasme pour porter secours à ses voisins, le président Mobutu pourrait être tenté d'intervenir au Rwanda si le Kivu est menacé de déstabilisation. Pourtant, son attitude est sans aucune commune mesure avec sa réaction après l'invasion du nord du Rwanda par le FPR, en octobre 1990, quand 3 000 hommes de sa division spéciale présidentielle avaient aussitôt débarqué à Goma avec leur armement, au vu et au su de tous, pour sauver le régime de son ami Juvénal Habyarimana. Leur aptitude au pillage leur avait toutefois valu d'être rapidement rappelés. Mais, pour le moment, le chef de l'Etat zaïrois se contente de permettre la livraison d'armement, malgré l'embargo, au gouvernement rwandais.

Depuis le 7 avril, les résidents ont compté jusqu'à sept avions-cargos, dont le dernier en date a atterri le 17 juin. L'origine de ces armes reste mystérieuse, mais il est clair que le gouvernement rwandais, frappé d'embargo, s'approvisionne maintenant sur le marché parallèle ; peut-être même au Zaïre, où les chefs de l'armée prélèvent dans les stocks d'armes américaines destinées, à l'époque, aux rebelles angolais, via Kinshasa.

L'une des interrogations que suscite la mission humanitaire des Français peut se formuler ainsi : s'ils viennent pour sauver les civils menacés par les milices, ils ne trouveront plus grand monde dans l'ouest du pays. A Gisenyi, il reste peut-être quelques dizaines de personnes cachées par des amis ou dans la brousse. A Cyangugu, plus au sud, on parle encore de quelques milliers rassemblés dans le stade de la ville et qui n'ont pas encore été exécutés. Mais si les commandos de l'opération fran-

çaise se risquent jusqu'à Kigali pour récupérer les derniers réfugiés en danger, ils se heurteront aux maquisards.

Il est possible que les accrochages aient lieu avant d'atteindre la capitale. Car, pour ôter à l'armée française toute raison de pénétrer au Rwanda, le FPR pourrait tenter de « libérer » l'ouest du pays (dont la ville de Cyangugu) avant le déclenchement de l'intervention. Alors, mis à part le désir de la France de se refaire une virginité, après les accusations sur le soutien de la France aux responsables des massacres, y a-t-il d'autres motifs à cette « opération humanitaire », en principe neutre, mais que certains soupçonnent de vouloir protéger les coupables plutôt que de sauver les innocents ?

Est-ce pour empêcher les rebelles de conquérir Gisenyi et de voir se déverser au Kivu plusieurs centaines de milliers de Rwandais, ferment d'une nouvelle flambée de violences ethniques, que les Français veulent intervenir ? Il est vrai que Paris mise sur un nouveau gouvernement à Kinshasa pour régler la crise politique entre le pouvoir et l'opposition, après avoir obtenu la nomination de M. Joseph Kengo Wa Dondo au poste de premier ministre. Mais cette « troisième voie » risque d'être remise en cause par une déstabilisation de l'Est.

« Qui n'est plus ? », « qui en a réchappé ? »

A Goma, les analyses géopolitiques s'effacent devant le douloureux quotidien. Quand on s'échange des nouvelles dans les familles tutsies ou proches de l'opposition hutue, c'est surtout pour savoir « qui n'est plus ? » ou « qui en a réchappé ? ». A Goma, il y a pire que cette centaine de cadavres que les ha-

bitants ont vu dériver sur le lac « *un jour de grand vent* » : ce sont les témoignages des survivants. Récits de massacres et de miracles : Grégoire, orphelin après les massacres d'octobre 1990, recueilli par la famille de son oncle, à son tour décimée par le « *carnage 94* ». S'il est vivant aujourd'hui, c'est parce qu'il a pu se cacher dans un arbre avant de se glisser dans une pirogue et d'atteindre Goma. Emmanuel, treize ans, qui n'a dû son salut qu'en jetant aux miliciens une liasse de billets que son père avait eu le temps de lui remettre avant de mourir sous les coups de machette. « *Ils se sont précipités à terre pour ramasser l'argent et j'ai pu leur échapper et sauter dans le lac* ».

L'évêque de Gisenyi, qui s'est interposé entre des miliciens et leurs victimes, a été traîné au cimetière par les « *interahamwé* » et sauvé, au bord de sa tombe, par un officier qui a eu, ce jour-là, assez d'autorité pour s'imposer aux tueurs.

Et ces 350 enfants de l'orphelinat de Nyundo, évacués le 3 mai en catastrophe par le CICR, dans des bus de l'armée rwandaise, grâce aux efforts du consul de France à Goma. La veille, 170 personnes réfugiés dans l'église d'en face avaient été assassinées. La France s'est engagée à leur construire un nouveau foyer à Goma, où l'incertitude du lendemain se lit sur tous les visages.

DOC : AVEC CARTE